

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 35.089/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 35.089/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 17 mars 2003, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant modification de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police", a donné le 11 juin 2003 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 17 maart 2003 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten", heeft op 11 juni 2003 het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Examen du projet

Préambule

Le fondement légal de l'article 32 du projet réside à l'article 142ter, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998. Cette disposition doit donc être mentionnée au préambule.

Dispositif

Article 1^{er}

Cette disposition tend à supprimer le stage pour les membres du personnel du cadre opérationnel.

Bien qu'il soit fait référence au stage aux articles 13, 2°, et 81, 7°, de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, pour prévoir que le stagiaire qui est démis pour inaptitude professionnelle fait d'office et sans préavis l'objet d'un retrait d'emploi et ne peut présenter à nouveau les épreuves de sélection, il ne saurait être déduit de ces dispositions que le législateur a entendu faire de l'existence du stage une condition essentielle de la nomination définitive des membres du personnel du service de police intégré, structuré à deux niveaux.

.../...

Toutefois, plutôt que de prévoir que "les dispositions de la partie V du PJPoI concernant le stage des membres du personnel du cadre opérationnel ... ne sont plus d'application", mieux vaut abroger expressément ces dispositions. Il est, en effet, peu compatible avec le principe de sécurité juridique de laisser subsister dans l'ordonnancement juridique des dispositions qui ne doivent plus être appliquées.

Dans l'hypothèse où des stages seraient en cours, il conviendrait qu'une disposition transitoire règle le sort des membres du personnel concerné.

Article 3

La question se pose de savoir s'il ne convient pas de prévoir au paragraphe 3, en projet, un alinéa 2 similaire à celui du paragraphe 2, en prévoyant que les règles d'organisation du temps de travail prévues à l'article VI.I.10, § 2, en projet, sont également appliquées en proportion lorsque la période de référence est réduite à un mois.

Par contre, dans l'actuel article VI.I.3, § 2, alinéa 2, compte tenu de la modification en projet de l'article VI.I.6, alinéa 2 (article 5 du projet), la référence à cette dernière disposition peut être supprimée.

Article 6

A l'alinéa 3, les mots "sans préjudice de l'alinéa 1^{er}" paraissent superflus. En effet, l'alinéa 2 dispose que les prestations qu'il prévoit ne sont pas imputées sur les maxima visés à l'alinéa 1^{er}.

Compte tenu toutefois des explications fournies par le fonctionnaire délégué, la section de législation se demande s'il ne serait pas à la fois plus clair et conforme à l'intention de l'auteur du projet de supprimer l'alinéa 3 et de compléter l'alinéa 2 en projet par les mots "à concurrence de dix prestations par an et de quatre prestations par période de référence".

Article 11

Dans le texte français, il y a lieu sans doute de remplacer le mot "rémunération" par le mot "rétribution", lequel est défini par l'article 90 de la loi du 26 avril 2002, précitée, comme étant "le traitement augmenté des allocations, suppléments de traitement ou avantages forfaitaires accordés chaque mois et déterminés par le Roi". Si l'intention de l'auteur du projet est de donner au mot "rémunération" un autre contenu que celui ainsi défini, il conviendra de le préciser et d'utiliser, dans le texte néerlandais, un autre mot que celui de "bezoldiging".

Article 12

Ainsi que l'a confirmé le fonctionnaire délégué, l'intention de l'auteur du projet est de viser par les mots "le nombre de jours de maladie visé à l'alinéa 2", les jours de maladie qui pourraient ne pas être justifiés par un certificat de maladie.

La question se pose de savoir s'il est compatible avec l'article 125, alinéa 2, deuxième phrase, de la loi du 7 décembre 1998, organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ⁽¹⁾, que le membre du personnel puisse être absent du service sans devoir fournir une justification.

Article 13

Au terme de la disposition en projet, il y a lieu de mettre un point-virgule au lieu d'un point.

⁽¹⁾ Rendu applicable aux membres du cadre administratif et logistique par l'article 133 de la même loi.

Article 22

Cette disposition tend à habilitier le ministre à fixer "la liste des fonctionnalités, éventuellement contingentées, qui peuvent entrer en ligne de compte pour l'octroi de l'allocation" allouée aux membres du personnel par heure où il leur a été imposé d'être contactables ou rappelables.

Elle tend également à l'habilitier à "adapter cette liste après avis du comité supérieur de concertation, en ce qui concerne les membres de la police fédérale, et du comité de concertation de base concerné, en ce qui concerne les membres du personnel de la police locale".

Cette disposition appelle une double observation.

D'une part, en vertu de l'article 3, 2°, b), de l'arrêté royal du 8 février 2001, déterminant les réglementations de base au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police, la fixation des conditions d'octroi des allocations, telles que celle visée par la disposition que le présent article tend à modifier, est considérée comme une réglementation de base au sens de ladite loi.

En prévoyant que la modification d'une de ces conditions fera l'objet non pas d'une négociation, mais bien d'une consultation d'un comité de concertation, le projet méconnaît les articles 3 et 8 de la loi du 24 mars 1999, précitée, qui déterminent les attributions respectives du comité de négociation et des comités de concertation. Dès lors que le Roi a prévu, en exécution de l'article 3, alinéa 2, de la loi, qu'une matière devait être considérée comme une réglementation de base devant faire l'objet d'une négociation au sein du comité de négociation, il ne peut prévoir qu'une règle relative à cette matière et qui a fait l'objet d'une négociation, fera l'objet de la seule consultation d'un comité de concertation en vue de son adaptation.

D'autre part, les mots "éventuellement contingentées" impliquent soit que des membres du personnel pourraient ne pas recevoir l'allocation, bien qu'ils soient contactables ou rappelables, soit que le nombre de membres exerçant une fonction déterminée pouvant être rappelés ou contactés, ou la durée pendant laquelle ils pourraient l'être, seraient fixés par le ministre.

Dans la première hypothèse, un tel système serait contraire au principe d'égalité. Dans la seconde hypothèse, une telle norme excéderait les compétences du pouvoir exécutif fédéral en ce qui concerne la police locale.

En effet, en adaptant la liste des fonctionnalités pouvant entrer en ligne de compte pour l'octroi de l'allocation, le ministre limite de manière générale les possibilités de déterminer le nombre de personnes pouvant être rappelées ou contactées ou le temps pendant lequel, globalement, le personnel peut l'être. Ce faisant, le ministre fixerait, non pas une règle statutaire, mais une règle d'organisation de la police locale.

Or, l'organisation de la police locale est confiée par la loi du 7 décembre 1998, précitée, au chef de corps de la police locale, agissant sous l'autorité du bourgmestre ou du collège de police (articles 44 et 45 de la loi). Les pouvoirs du Roi en la matière se limitent, d'une part, aux normes en matière d'équipement et d'armement (article 141 de la loi) et aux normes d'organisation et de fonctionnement des services de police afin d'assurer un service minimum équivalent à la population (article 142 de la loi).

Article 23

Il ne ressort pas clairement du texte en projet si l'habilitation faite au commissaire général ou au chef de corps de la police locale est de fixer les "situations ou circonstances" dans lesquelles des prestations doivent être effectuées de manière ininterrompue pendant plus de vingt-quatre heures ou si cette habilitation tend à déterminer dans quelles "situations ou circonstances" le travail ininterrompu de plus de vingt-quatre heures donne lieu à l'allocation prévue au paragraphe 1^{er}, ou encore s'il s'agit simplement de confier à ces autorités la compétence de constater la réunion des conditions d'application du paragraphe 1^{er}.

Dans la première hypothèse, la disposition relève de l'organisation du temps de travail, matière qui fait l'objet de l'article VI.I.7 PJPol, et se concilie difficilement avec celle-ci. Dans le second cas, la disposition paraît discriminatoire et, dans le troisième, elle constitue une simple délégation d'application de la réglementation, qui, en ce qui concerne le commissaire général n'a pas de caractère réglementaire et n'a pas sa place dans le présent projet réglementaire, et dans le cas du chef de corps de la police locale, relève des pouvoirs attribués par la loi au bourgmestre ou au collège de police.

Article 30

A l'alinéa 1^{er} de l'article XI.III.36 en projet, il y a lieu de remplacer les mots "pour les formations dans les écoles instituées ou approuvées en application de l'article IV.II.18" par les mots "pour les formations qui sont dispensées dans les écoles instituées par le ministre ou par le Ministre de la Justice, ainsi que pour les formations qui sont dispensées dans les écoles agréées et qui sont approuvées en application de l'article IV.II.18".

Article 32

L'alinéa 2, en projet, tend à supprimer la limite dans laquelle peut être augmentée l'allocation prévue par l'article XI.III.38 pour les personnes autres que les membres du personnel, qui sont chargés de cours dans une école de police.

Ce faisant, l'habilitation faite au ministre est excessive. Le montant d'une subvention ne constitue pas en effet un élément secondaire ou accessoire susceptible de faire l'objet d'une délégation.

Articles 37 et 38

Il y a lieu de remplacer les mots "le domicile/résidence" par les mots "le domicile ou la résidence".

Article 43

Il y a lieu de relever qu'il ne peut être conféré d'effet rétroactif aux arrêtés que sous certaines conditions, c'est-à-dire lorsqu'il existe un fondement légal à cet effet, lorsque la rétroactivité se rapporte à une règle qui accorde des avantages, dans le respect du principe d'égalité, ou dans la mesure où elle s'impose pour assurer le bon fonctionnement des services et ne porte pas atteinte, en principe, à des situations acquises.

Les dispositions du projet ne procurent pas que des avantages aux membres du personnel du service de police intégré, structuré, à deux niveaux. A moins que l'auteur du projet ne soit en mesure de démontrer qu'elle s'impose pour assurer le bon fonctionnement de ce service, la rétroactivité de certaines dispositions pourrait être contestée, dans la mesure où elle porterait atteinte à des situations pouvant être considérées comme acquises.

Observations de forme

Le texte néerlandais de certaines dispositions du projet est susceptible d'amélioration du point de vue de la correction de la langue. C'est à titre d'exemple et sous réserve des observations de fond formulées ci-dessus que sont faites à ce propos les propositions de texte suivantes.

Article 5

A l'article VI.I.6, alinéa 2, en projet, il convient d'écrire : "... ten minste (minimaal) vierentwintig ... jaar. In onderlinge overeenstemming ... ten minste (minimaal) achttien ... per jaar."

Article 9

A l'article VIII.V.8, en projet, il y a lieu d'écrire : "Op vertoon van ... het zwangere personeelslid ... toegestaan."

In afwijking ... op vertoon van ... toegestaan."

Article 13

A l'article XI.I.3, 4°, b), il convient d'écrire : "... wegens ziekte of met verlof wegens opdracht ... volgt."

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Artikel 32 van het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 142ter, derde lid, van de wet van 7 december 1998. Deze bepaling moet dus worden vermeld in de aanhef.

Dispositief

Artikel 1

Deze bepaling strekt ertoe de stage af te schaffen voor personeelsleden van het operationeel kader.

Hoewel wordt verwezen naar de stage in de artikelen 13, 2°, en 81, 7°, van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, om te bepalen dat de stagiair die ontslagen wordt wegens beroepsongeschiktheid ambtshalve en zonder opzegging ontheven wordt van zijn ambt en de selectieproeven niet opnieuw mag afleggen, mag uit die bepalingen niet worden afgeleid dat het in de bedoeling van de wetgever heeft gelegen om van het bestaan van de stage een noodzakelijke voorwaarde te maken voor de vaste benoeming van de personeelsleden van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

In plaats van te bepalen "de bepalingen van deel V RPPol met betrekking tot de stage van de personeelsleden van het operationeel kader.. zijn niet langer van toepassing", is het evenwel beter die bepalingen uitdrukkelijk op te heffen. Het laten bestaan in de rechtsordening van bepalingen die niet meer hoeven te worden toegepast, is immers amper verenigbaar met het beginsel van de rechtszekerheid.

Mochten er stages aan de gang zijn, dan zou in een overgangsbepaling een regeling moeten worden getroffen voor de leden van het betrokken personeel.

Artikel 3

De vraag rijst of in de ontworpen paragraaf 3 niet zou moeten worden voorzien in een tweede lid in de zin van dat van paragraaf 2, door voor te schrijven dat de regels inzake de organisatie van de arbeidstijd gegeven in het ontworpen artikel VI.I 10, § 2, eveneens naar evenredigheid worden toegepast wanneer de referentieperiode beperkt wordt tot één maand.

Gelet op de ontworpen wijziging van artikel VI.I.6, tweede lid (artikel 5 van het ontwerp), mag de verwijzing naar die bepaling in het huidige artikel VI.I.3, § 2, tweede lid, daarentegen achterwege worden gelaten.

Artikel 6

In het derde lid lijken de woorden "onverminderd het eerste lid" overbodig. Het tweede lid bepaalt immers dat de prestaties waarin het voorziet niet worden aangerekend op de in het eerste lid bedoelde maxima.

Gelet evenwel op de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg, vraagt de afdeling wetgeving zich af of het niet duidelijker en ook meer conform de bedoeling van de steller van het ontwerp zou zijn om het derde lid te laten vervallen en het ontworpen tweede lid aan te vullen met de woorden "ten belope van tien prestaties per jaar en vier prestaties per referentieperiode".

Artikel 11

In de Franse tekst dient het woord "rémunération" wellicht vervangen te worden door het woord "rétribution", dat in artikel 90 van de voormelde wet van 26 april 2002 wordt gedefinieerd als volgt : "le traitement augmenté des allocations, suppléments de traitement ou avantages forfaitaires accordés chaque mois de et déterminés par le Roi". Mocht het in de bedoeling liggen van de steller van het ontwerp aan het woord "rémunération" een andere betekenis te verlenen dan die van de definitie, dan dient in de Nederlandse tekst een ander woord te worden gebruikt dan "bezoldiging".

Artikel 12

De gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd dat de steller van het ontwerp met de woorden "het aantal in het tweede lid bedoelde ziekte-dagen" doelt op de dagen ziekteverlof die mogelijk niet met een geneeskundige verklaring zouden worden gewettigd.

De vraag rijst of het feit dat een personeelslid afwezig kan zijn op zijn dienst zonder daarvoor een reden te hoeven geven, wel bestaanbaar is met artikel 125, tweede lid, tweede zin, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ⁽¹⁾.

Artikel 13

Aan het eind van de ontworpen bepaling dient een kommapunt te worden geplaatst, in plaats van een punt.

⁽¹⁾ Van toepassing verklaard op de leden van het administratief en logistiek personeel bij artikel 133 van dezelfde wet.

Artikel 22

Deze bepaling beoogt de minister ertoe te machtigen om "de lijst (vast te stellen) van de functionariteiten, eventueel gecontingenteerd, die in aanmerking kunnen komen voor de toekenning van de toelage," die wordt verleend aan de personeelsleden "per uur waarin zij bereikbaar of terugroepbaar moeten zijn".

Zij strekt er eveneens toe hem te machtigen om "die lijst aan (te) passen na advies van het hoog overlegcomité, voor wat de personeelsleden van de federale politie betreft, en van het betrokken basisoverlegcomité, voor wat de personeelsleden van de lokale politie betreft".

Deze bepaling geeft aanleiding tot een tweeledige opmerking.

Enerzijds wordt krachtens artikel 3, 2°, b), van het koninklijk besluit van 8 februari 2001 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 3, eerste lid, 1°, van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten, het vaststellen van de voorwaarden inzake het verlenen van de toelagen zoals die waarvan sprake is in de bepaling die bij dit artikel zou worden gewijzigd, beschouwd als een grondregeling in de zin van de genoemde wet.

Door te bepalen dat over de wijziging van een van die voorwaarden geen onderhandelingen zullen worden gevoerd, maar daaromtrent wel een overlegcomité zal worden geraadpleegd, schendt het ontwerp de artikelen 3 en 9 van de voormelde wet van 24 maart 1999, die de respectieve bevoegdheden vastleggen van het onderhandelingscomité en de overlegcomités. Van het ogenblik af dat de Koning, ter uitvoering van artikel 3, tweede lid, van de wet heeft bepaald dat een aangelegenheid beschouwd dient te worden als een grondregeling waarover onderhandelingen moeten worden gevoerd in het onderhandelingscomité, kan hij niet bepalen dat een regel met betrekking tot die aangelegenheid en waarover onderhandeld is alleen aan een overlegcomité zal worden voorgelegd met het oog op de wijziging ervan.

Anderzijds impliceren de woorden "eventueel gecontingenteerd", ofwel dat het mogelijk is dat personeelsleden de toelage niet krijgen hoewel ze bereikbaar of terugroepbaar zijn, ofwel dat het aantal leden dat een bepaald ambt uitoefent waarbij ze kunnen worden teruggeroepen of bereikt, of de periode gedurende welke zij kunnen worden teruggeroepen of bereikt, door de minister zouden worden vastgesteld.

In het eerste geval zou de regeling in strijd zijn met het gelijkheidsbeginsel. In het tweede geval zou de rechtsregel de bevoegdheid van de federale uitvoerende macht inzake de lokale politie, te buiten gaan.

Door de lijst van "functionaliteiten" die in aanmerking kunnen komen voor het verlenen van een toelage aan te passen, beperkt de minister immers globaal de mogelijkheden om het aantal personen te bepalen dat kan worden teruggeroepen of bereikt of de periode gedurende welke het personeel globaal kan worden teruggeroepen of bereikt. Hierdoor zou de minister geen rechtspositionele regel vaststellen, maar een regel inzake organisatie van de lokale politie.

De organisatie van de lokale politie wordt bij de voormelde wet van 7 december 1998 evenwel opgedragen aan de korpschef van de lokale politie, die optreedt onder het gezag van de burgemeester of van het politiecollege (artikelen 44 en 45 van de wet). De bevoegdheden van de Koning in dezen beperken zich enerzijds tot de normen inzake uitrusting en bewapening (artikel 141 van de wet) en tot de organisatie- en werkingsnormen van de politiediensten teneinde een gelijkwaardige minimale dienstverlening aan de bevolking te verzekeren (artikel 142 van de wet).

Artikel 23

Uit de ontworpen tekst blijkt niet duidelijk of de aan de commissaris-generaal of aan de korpschef van de lokale politie verleende machtiging erin bestaat "de toestanden of omstandigheden" vast te stellen waarin prestaties ononderbroken gedurende meer dan vierentwintig uur moeten worden verricht, of deze machtiging ertoe strekt te bepalen in welke "toestanden of omstandigheden" onderbroken werken gedurende meer dan vierentwintig uur aanleiding geeft tot de in paragraaf 1 bedoelde toelage, dan wel of het er gewoonweg om gaat aan die overheden de bevoegdheid op te dragen om vast te stellen dat voldaan is aan de voorwaarden om paragraaf 1 toe te kunnen passen.

In het eerste geval hangt de bepaling samen met de organisatie van de arbeidstijd, een aangelegenheid die geregeld wordt in artikel VI.I.7RPPol en daarmee bezwaarlijk overeen te brengen is. In het tweede geval lijkt de bepaling discriminatie op te leveren en in het derde is zij een gewone delegatie van toepassing van de regelgeving die, wat de commissaris-generaal betreft, niet van reglementaire aard is en niet thuishoort in het voorliggende ontwerp van regelgeving en in het geval van de korpschef van de lokale politie, behoort tot de bij de wet aan de burgemeester of aan het politiecollege opgedragen bevoegdheden.

Artikel 30

In het eerste lid van het ontworpen artikel XI.III.36, dienen de woorden "voor de ingerichte opleidingen of de opleidingen goedgekeurd ingevolge artikel IV.II.18." vervangen te worden door de woorden "voor opleidingen die worden gegeven in scholen opgericht door de minister of de Minister van Justitie, alsook voor opleidingen die worden gegeven in erkende scholen en die worden goedgekeurd met toepassing van artikel IV.II.18".

Artikel 32

Het ontworpen tweede lid strekt ertoe de beperking op te heffen die wordt gesteld op de mogelijke verhoging van de toelage waarin artikel XI.III.38 voorziet voor andere personen dan personeelsleden, die docent zijn in een politieschool.

Zodoende gaat de aan de minister verleende machtiging te ver. Het bedrag van een toelage is immers geen secundair of bijkomstig gegeven waarvoor een delegatie kan worden verleend.

Artikelen 37 en 38

De woorden "de woonplaats/verblijfplaats" dienen vervangen te worden door de woorden "de woonplaats of de verblijfplaats".

Artikel 43

Er behoort op gewezen te worden dat aan besluiten alleen terugwerking mag worden verleend onder bepaalde voorwaarden, dit wil zeggen wanneer daartoe rechtsgrond bestaat, wanneer de terugwerking betrekking heeft op een regel die voordelen toekent, met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel, of in zoverre die terugwerking noodzakelijk is om te voorzien in de goede werking van de diensten en in beginsel geen afbreuk doet aan gegroeide situaties.

De bepalingen van het ontwerp verlenen niet alleen voordelen aan het personeel van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus. Tenzij de steller van het ontwerp bij machte is aan te tonen dat terugwerking noodzakelijk is om de goede werking van die dienst te verzekeren, zou de terugwerking van sommige bepalingen bestreden kunnen worden, in zoverre zij afbreuk zou doen aan situaties die als gegroeid kunnen worden beschouwd.

Vormopmerkingen

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen van het ontwerp is uit een oogpunt van correct taalgebruik voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld en onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden in dat verband hierna enige tekstvoorstellen gedaan.

Artikel 5

In het ontworpen artikel VI.I.6, tweede lid, schrijve men: "... ten minste(minimaal) vierentwintig ... jaar. In onderlinge overeenstemming ... ten minste (minimaal) achttien ... per jaar."

Artikel 9

In het ontworpen artikel VIII.V.8. schrijve men : "Op vertoon van ... het zwangere personeelslid ... toegestaan.

In afwijking ... op vertoon van ... toegestaan."

Artikel 13

In het ontworpen artikel XI.I.3, 4°, b) schrijve men : "... wegens ziekte of met verlof wegens opdracht ... volgt."

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Mesdames
Mevrouwen

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. M. JOASSART, auditeur adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. M. JOASSART, adjunct-auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS